

Pour une vie digne Sauvons nos communes !

Après **les milliards donnés aux banques** qui mettent la France à genoux pendant que les bourgeois font la fête, continuent à fermer les usines et imposer la précarité pour tous, après avoir lancé la privatisation de la Secu et de la Poste, le gouvernement s'attaque aux communes et aux départements.

Les communistes de Vénissieux appellent à **la résistance contre Sarkozy** et le Medef, à **la solidarité contre la grande pauvreté**, contre les expulsions et les saisies, contre les licenciements.



Sarkozy et Parisot, patronne du Medef fêtent les milliards pour les banques qu'ils nous font payer !

C'est le but de **la carte pétition** du maire de Vénissieux, **Michèle Picard**. Nous proposons à chacun de la faire signer, et de préparer ensemble une manifestation en mars avant la reprise des expulsions.

C'est aussi pour cela que nous appelons au refus de cette réforme des collectivités locales, qui s'attaque aux fondations de la république, après nous avoir imposé la constitution européenne.

Nous refusons la disparition des communes dans une grande métropole.

Nous demandons un référendum comme en 2005 !

Vendredi 5 Février 2010 à 18h
Restaurant de l'école Jean Moulin

Repas de solidarité (soupe de légumes, Chorba, Fromage, fruits)
Débat sur la situation sociale et la réforme avec

Michèle Picard, maire de Vénissieux
Marie-Christine Burricand, conseillère générale



Vénissieux

Guy Fischer, vice-président du Sénat,
témoignera de l'action des élus
communistes au Sénat.

pour nous contacter: <http://pcf.venissieux.org> ou 0472504434

Les manifestants à Copenhague disaient **« si le climat était une banque, il aurait déjà été sauvé »**.

Les ouvriers de Caterpillar, Mollex ou Continental, ou de St-Jean Industrie à Vénissieux qui voient la fortune de leurs anciens patrons peuvent dire **« si nos emplois étaient une banque, Sarkozy les auraient sauvés »**

Quand une famille sort avec son caddie d'une grande surface, elle regarde sa note avec inquiétude. Le plus utile augmente sans arrêt. **Comment s'en sortir ?**

Aux Minguettes comme ailleurs, nous payons avec nos salaires bloqués et le chômage, les milliards donnés aux banques et grandes entreprises. Les banques ont pourtant déclarés des profits record en 2009, comme les bourses qui ont augmenté de 22%. Les constructeurs automobiles ont touchés des millions, leurs actions ont explosées en 2009 (+100% pour Renault, +80% pour Peugeot), mais ils ont supprimés 30 000 emplois!

Sarkozy, c'est le président des patrons et des financiers !

Sarkozy ne s'attaque aux financiers qu'à la télé ! Mais derrière ces discours, il défend toujours leur intérêt. Après les services publics privatisés, **il veut maintenant leur ouvrir en grand le marché des collectivités locales.**

C'est pourquoi il lance une réforme des collectivités locales (communes, départements et régions), pour éloigner les lieux de décision de la proximité, comme dans ces multinationales où personne ne connaît plus le vrai patron. Il pourra ensuite réduire les dépenses publiques, et privatiser ce qui est rentable.

A Vénissieux, c'est la cantine scolaire, la présence d'une assistante maternelle dans chaque classe, l'existence d'un théâtre, du cinéma qui sont menacées, les subventions aux petites associations. Tous les équipements seraient gérés par la métropole ! Finis les conseils de quartier et les priorités sociales !



PAUVRES PARMIS LES PAUVRES

Face au drame qui touche le peuple Haïtien, les grands de ce monde ont des larmes de crocodiles. Ce sont les USA qui ont écrasé les paysans Haïtiens pour vendre leur riz, c'est la France qui a ruiné la première république noire indépendante. Ce sont les deux qui ont imposé le gouvernement fantoche actuel. L'état Haïtien est sous la coupe des grandes puissances depuis des décennies, et l'ancien dictateur Bébé Doc profite à Paris tranquillement de sa fortune volée aux Haïtiens, sans jamais être inquiété !

En Haïti comme aux Minguettes, la pauvreté est une conséquence de la domination des plus riches, ni de la « malédiction », ni de la « crise » !